L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 AOUT 1853.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUBOUR.
N. DUVERGES. S. HARDY.
N° 53, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 6 AOUT.

POUR LE CONGRES.
DEUXIEME DISTRICT.
T. G. HUNT.

☞ Le porteur de l'*Abeille* faisant le service de la partie de la ville comprise entre les rues St. Louis et Ursulines étant tombé malade, nous prions les abonnés de cette route que le nouveau porteur masquerait de service ce matin, de vouloir bien faire reclamer leur journal au bureau.

EUROPE.

Nouvelles par l'Asia.

Le steamer Asia est arrivé à New-York dans l'après midi du 26 juillet, avec des dates de Liverpool jusqu'au 16 et de Paris jusqu'au 14. Nos journaux français ne nous sont pas parvenus, mais nous avons reçu notre correspondance parisienne que l'on trouvera plus loin.

ANGLETERRE.—Dans la Chambre des Communes M. d'Israeli a exprimé le désir qu'un jour fût fixé pour la discussion de la motion de M. Layard. Lord John Russell a répondu qu'il s'était trompé dans le sens qu'il attribuait à la circulaire du comte de Nesselrode. Il a relu ce document et il voit maintenant que la Russie n'a répondu à l'evacuation des principautés de la retraite des flottes alliées. Je me refusais, dit lord John Russell, à interpréter de la sorte la circulaire, parce que je ne pensais pas que l'on put établir aucune analogie entre la position des Dunes dans les Principautés et celle des flottes anglaise et française. Je suis étonné qu'un homme d'Etat de la sagesse et de l'expérience de M. de Nesselrode ait signé un pareil document. Quant aux négociations, elles ne sont pas interrompues. Les gouvernemens anglais et français pensent qu'il y a encore moyen d'opérer un rapprochement entre la Russie et la Turquie. Nous ne savons pas encore si leurs espérances se réaliseront.

FRANCE.—La question d'Orient jette toujours la perturbation dans les opérations de Bourse. Les fonds publics n'ont cependant pas baissé d'une manière alarmante. Les journaux continuent tous l'attitude prise par le gouvernement dans cette affaire. Le *Constitutionnel* dit qu'une note conjointe des gouvernemens français et anglais a été transmise à St-Pétersbourg. Il ajoute que cette note a été selon toute probabilité approuvée par la Prusse et l'Autriche. L'attente d'une solution quelconque suspend toutes les affaires. Le gouvernement français est pressé d'en finir; il aurait envoyé, s'il faut en croire les bruits qui circulent à Paris, des instructions à l'ambassadeur de France à Londres pour savoir d'une manière positive si l'angleterre est prête à faire une démonstration énergique.

Le général Woronzoff, porteur de la dernière circulaire de Nesselrode était, dit-on, également chargé d'une lettre de Nicholas à Louis-Napoléon. Dans cette lettre le czar aurait parlé ouvertement de l'alliance de l'Angleterre.

La note conjointe de la France et de l'Angleterre dont il est question plus haut, est conçue de trois manières différentes. Quelle que soit la rédaction qu'accepte le czar, la France et l'Angleterre s'engagent à la faire adopter par le sultan. Ces notes sont un moyen terme entre l'ultimatum de la Russie et les concessions que la Turquie était disposée à faire. Elles ont été transmises à Arlatoff, enfin, en signe de bonne assistance médiatrice. Rédigées avant l'apparition de la seconde circulaire de Nesselrode, lettre attribuée à l'ex-chancelier et dans laquelle celui-ci se prononçait en faveur de l'annexion du Mexique aux Etats-Unis. Cette lettre était apocryphe. Arista vient d'écrire de Londres au *Herald* de New-York pour répudier les sentimens qu'on lui prête à l'endroit de l'annexion.

PROJETS DE LA RUSSIE.

L'abondance des matières ne nous a pas permis jusqu'ici de publier la seconde circulaire de M. de Nesselrode. Cette pièce est cependant trop importante pour que nous n'en donnions pas au moins quelques extraits. Elle est datée du 20 juin et est adressée aux ministres et agens diplomatiques de la Russie près des gouvernemens étrangers. M. de Nesselrode déclare qu'en commençant que le cabinet impérial en posant son ultimatum à la Porte avait plus parti cuitièrement informé les grands cabinets de ses intentions, qu'il avait engagé nommément la France et la Grande-Bretagne à ne pas compli quer par leur attitude les difficultés de la situation, à ne pas prendre trop tôt des mesures qui, d'un côté, auraient pour effet d'encourager l'opposition de la Porte, de l'autre, engageraient plus avant qu'ils ne l'étaient déjà dans la question, l'honneur et la dignité de l'empereur. Le ministre des affaires étrangères de Russie continue en ces termes:

J'ai le regret de vous annoncer, aujourd'hui, que cette double tentative a malheureusement échoué.

La Porte, comme vous le verrez par la lettre ci-jointe de Mouchid Pacha, vient de faire à celle que je lui avais adressée une réponse négative, ou au moins évasive.

D'autre part, les deux puissances maritimes n'ont pas cru devoir prendre aux considérations que nous avions recommandées à leur sérieuse attention. Prenant avant tout l'initiative, elles ont jugé indispensable de devancer immédiatement par une mesure *effective*, celles que nous ne leur avions annoncées que comme purement *éventuelles*, puisque nous en subordonnions la mise à effet sans réserve à l'acceptation de la Porte; et qu'au moment même où *j'écris*, l'exécution de cette mesure commence. Elles ont sur le champ envoyé leurs flottes dans les parages de Constantinople. Elles occupent déjà les eaux et portes de la domination Ottomane à portée des Dardanelles. Par cette attitude avancée, les deux puissances nous ont placés sous le poids d'une circonstance accommodatrice, qui, comme nous avons déjà eu l'honneur de vous le faire entrevoir, pourrait avoir pour résultat d'ajouter à la crise de nouvelles complications.

En présence du refus de la Porte, appuyée par la manifestation de la flotte, et par l'Angleterre, il nous devient plus que jamais impossible de modifier les résolutions qu'en avait fait dépendre l'empereur, notre auguste maître.

En conséquence, Sa Majesté Impériale vient d'envoyer au corps de ses troupes, stationné en ce moment en Bessarabie, l'ordre de passer la frontière ottomane et de commencer les hostilités.

Elles y entrent, non pour faire à la Porte une guerre offensive, que nous aurions eu contrainte de tout temps pour nous assurer toutes les garanties qu'elle ne nous y forcera point; mais parce que la Porte, ses persistant à nous refuser la garantie morale que nous avons droit d'attendre, nous oblige à y subsistance provisoirement sur une partie matérielle; parce que la position qui est prise les deux puissances dans les ports et sous le feu de son Empire, en vue même de sa capitale, ne peut être envisagée par nous dans les circonstances actuelles que comme une occupation maritime, quelque soit d'ailleurs le nom qu'on lui donne.

Cette mesure, en nous mettant dans une situation qui nous oblige à la poursuite et l'ayant atteinte, nous oblige à la poursuivre jusqu'à ce que nous ayons obtenu de la Porte, ou par elle, les garanties que nous avons droit de lui demander.

Nous ne nous dissimulons nullement, monsieur, combien l'attitude que nous prenons a de portée, et quelles en peuvent devenir ultérieurement les conséquences, si la Porte persiste dans son obstination de la repousser, de rester sourde aux conseils de la modération, de ne pas comprendre le véritable intérêt de l'empire qu'elle gouverne.

Mais la position qu'il nous faut prendre, en présence de pareilles choses à l'extrême, on nous refusant toute satisfaction légitime, est-elle répondant par aucune concession à la juste attente, en poursuivant sur la voie ouverte à la force et la violence? Nous ne le pensons pas. Nous ne voulons pas croire que la Porte, méconnaissant ses véritables intérêts, veuille à dessein nous placer dans la nécessité de la combattre.